



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« Bassin Versant du Longeron »

PY_LONG

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Bassin versant du Longeron » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

1 <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Etablissement Public Territorial de Bassin Sèvre Nantaise

10bis route de Nid d'Oie

44 190 CLISSON

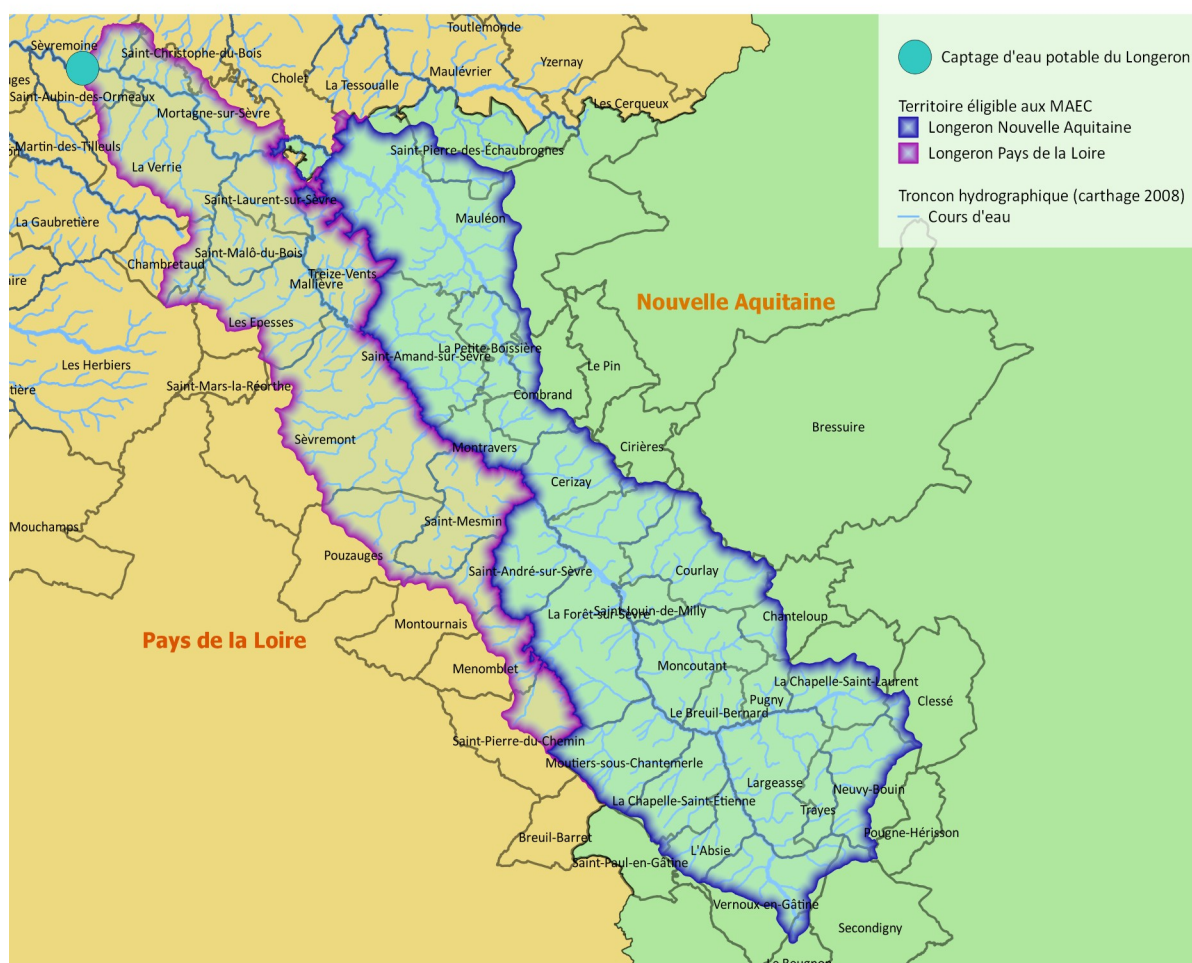
Mélanie BAILLARD

mbaillard@sevre-nantaise.com

02.51.80.09.51

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « BV DU LONGERON » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

L'aire d'alimentation du captage (AAC) du Longeron est localisée sur le bassin versant de la Sèvre Nantaise. Elle occupe une surface de 770 km² dont 37 % sont situés en région Pays-de-la-Loire (répartie sur les départements de Vendée et du Maine-et-Loire).



Les communes qui constituent l'AAC en région Pays-de-la-Loire sont listées dans le tableau suivant.

| Code INSEE | Commune | % de surf dans l'AAC |
|------------|---------------------------|----------------------|
| 85238 | SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE | 100% |
| 85240 | SAINT-MALO-DU-BOIS | 100% |
| 85296 | TREIZE-VENTS | 100% |
| 85134 | MALLIEVRE | 100% |
| 85063 | CHATELLIERS-CHATEAUMUR | 100% |
| 85180 | POMMERAIE-SUR-SEVRE (LA) | 100% |
| 85254 | SAINT-MESMIN | 100% |
| 85082 | EPESES (LES) | 81% |
| 85302 | VERRIE (LA) | 79% |
| 85151 | MORTAGNE-SUR-SEVRE | 77% |
| 85090 | FLOCELLIERE (LA) | 63% |
| 85182 | POUZAUGES | 47% |
| 85141 | MENOMBLET | 42% |
| 85048 | CHAMBRETAUD | 39% |
| 85198 | SAINT-AUBIN-DES-ORMEAUX | 38% |
| 85264 | SAINT-PIERRE-DU-CHEMIN | 36% |
| 85147 | MONTOURNAIS | 33% |
| 85257 | SAINT-MICHEL-MONT-MERCURE | 30% |
| 49179 | LONGERON (LE) | 24% |
| 49269 | SAINT-CHRISTOPHE-DU-BOIS | 11% |
| 49099 | CHOLET | 7% |
| 85109 | HERBIERS (LES) | 2% |
| 49343 | TESSOUALLE (LA) | 2% |
| 85242 | SAINT-MARS-LA-REORTHE | 1% |

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'ensemble du territoire du bassin d'alimentation du captage du Longeron est concerné par les Zones d'Actions Prioritaires (ZAP) Eau et Biodiversité de la stratégie régionale MAEC 2023-2027.

Diagnostic agricole

Avec 85 % de sa surface utilisée pour l'activité agricole, l'AAC du Longeron est très rurale.

L'agriculture du territoire est orientée vers l'élevage (90 % des exploitations ont un atelier d'élevage) et regroupe plusieurs types d'élevages bovins, ovins, caprins, volailles ou lapins allant de l'extensif, pâturant à de l'intensif hors-sol.

La part des prairies et de l'élevage tend à diminuer au profit des élevages hors-sol (bovins, volailles, porcs ou lapins) et des cultures de vente.

En 2017, la filière biologique représentait un peu moins de 12 % des exploitations de l'AAC pour 8 % de la SAU. 71 % des exploitations bio sont orientées vers l'élevage.

Données assolement de 2012 :

- La prairie reste dominante dans l'assolement avec une nette tendance à la baisse. Elle représente 60 % de la SAU dont 44 % de prairies de longue durée.
- Les céréales et le maïs représentent respectivement 20 % et 16 % de la SAU.
- La densité d'élevage est relativement importante (2,93 UGB/ha de SAU).

Diagnostic environnemental

L'aire d'alimentation de captage du Longeron est classée vulnérable depuis 2010 (Grenelle de l'Environnement) à la pollution par les intrants en raison du caractère stratégique de cette ressource pour l'eau potable.

L'ensemble des prairies est en forte régression sur la zone avec comme problématique le surpâturage et la fertilisation de prairies dites « remarquables » ou « ordinaires », induisant une diminution des espèces qui y sont inféodées et une banalisation de la flore.

Le diagnostic réalisé en 2012 conduit également aux constats suivants :

- des phénomènes de piétinement des berges,
- la mise en culture des bords de cours d'eau conduisant au drainage des parcelles riveraines,
- une artificialisation des têtes de bassins versant conduisant à la disparition de la ripisylve et des zones humides,
- la réduction du maillage bocager en fond de vallée, avec la disparition de haies de rupture de pente, dans la zone de contact entre le lit majeur et le versant. L'abandon des pratiques traditionnelles liées à l'arbre têtard est également à souligner, avec pour conséquence la diminution des cavités disponibles (espèces cavernicoles, oiseaux, chauve-souris) et de la ressource alimentaire (saprophytiques et leurs prédateurs).

Au vu de ce diagnostic la **stratégie du territoire** repose sur :

- l'accompagnement et la préservation des systèmes plus extensifs et plus économes en intrants (engrais minéral et produits phytosanitaires) ;
- le maintien et le développement des surfaces en prairie ;
- la préservation et le développement du bocage et des zones humides.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un **diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation** (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

| Type de couvert et/ou habitat visé | Code de la mesure | Type de mesure | Objectifs de la mesure | Montant en €/ha/an | Niveau de plafond |
|------------------------------------|-------------------|----------------|---|--------------------|-------------------|
| Prairies permanentes | PY_LONG_MHU2 | Localisée | Préserver et diversifier les milieux humides par le pâturage de 50 % des surfaces engagées. | 201 € | Niv 1 8 000 € |

| Type de couvert et/ou habitat visé | Code de la mesure | Type de mesure | Objectifs de la mesure | Montant en €/ha/an | Niveau de plafond |
|---|-------------------|----------------|--|--------------------|---|
| Terres arables et prairies des éleveurs | PY_LONG_HBV1 | Système | Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces. | 121 € | Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6000 € |
| Terres arables et prairies des éleveurs | PY_LONG_HBV2 | Système | Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces. | 177 € | Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 € |
| Terres arables et prairies des éleveurs | PY_LONG_HBV3 | Système | Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces. | 233 € | Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8 000 € |
| Terres arables | PY_LONG_FER6 | Système | Limiter la contamination des eaux de surfaces par des pesticides et des nitrates. | 212 € | Niv 2 10 000 € |

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

| Financier | Part prévue dans le financement des mesures |
|---------------------------------|---|
| Crédits européens (FEADER) | 80% |
| Crédits nationaux (MAASA, AELB) | 20% |

Cette notice d'information du territoire « Bassin versant du Longeron » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

| Priorité | Code mesure |
|----------|-----------------------------------|
| A | HBV3 « Evolution » |
| B | HBV2 « Evolution » |
| C | HBV1 « Evolution » |
| D | Eau : FER6 Biodiversité : MHU2 |
| E | HBV3 « Maintien » |
| F | HBV2 « Maintien » |
| G | HBV1 « Maintien » |

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions

figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

2 Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>